

que l'on accuse souvent ces fournisseurs (en particulier la France) de concevoir leur politique de transfert d'armes en fonction de considérations économiques rudimentaires, il faut bien voir que, derrière les avantages économiques, il existe un motif *politique*, à savoir la nécessité de maintenir une industrie nationale de l'armement indépendante, afin de garantir la souveraineté et l'autonomie de ces pays. Comme l'engagement des Américains envers l'Europe de l'Ouest devient de moins en moins certain, les pays européens membres de l'OTAN prennent davantage conscience de cette nécessité, ce qui a pour effet d'établir un autre rapport entre le commerce des armes avec le tiers-monde et les relations Est-Ouest.

Les motivations qui poussent les producteurs de la troisième catégorie à vendre des armes varient énormément. Les pays «parias» (Afrique du Sud, Taïwan, Israël) exportent des armes uniquement pour compenser le coût d'industries indépendantes établies à l'origine pour des motifs politiques. Les petits producteurs comme Singapour, le Chili et le Pakistan ont des industries de l'armement «enclavées», qui fabriquent un ou deux produits faciles à exporter; leurs ventes d'armes à l'étranger servent uniquement à alléger les difficultés inhérentes à la balance des paiements.

Pour les producteurs plus importants tels que le Brésil, l'Égypte, la Turquie et la Yougoslavie, les motifs sont plus complexes. Ils ont eux aussi presque toujours subi des restrictions en matière d'approvisionnement en armements, ce qui a favorisé la création d'une industrie nationale de l'armement; mais ils soutiennent, en outre, que le passage de l'état de client à celui de pays doté d'une industrie «moderne» de l'armement leur confère un rôle politique plus important sur la scène internationale et les aide à progresser sur la voie du développement industriel. Ces États essayent de passer de la réparation et de l'assemblage d'armes achetées à la production sous licence de systèmes d'armes complets, à la modification de matériels étrangers et enfin à la conception et à la production de modèles nationaux. On peut citer, par exemple, l'assemblage des *A-4 Skyhawks* par Singapour, la production sous licence du *MIG-27M Bahadur* en Inde, la modification du *MIG-19* en *Q-5 Fantan* par la Chine, et la création de l'*IAI Lavi* par Israël. En tout, dix-huit accords de production et de coproduction sous licence ont été passés entre 1959 et 1967, et cinquante-deux entre 1977 et 1984. À sa dernière étape, une production nationale crée dans l'économie locale des demandes de techniques de pointe, et à cause d'elle, on a besoin de techniques de métallurgie avancée et d'industrie chimiques, de véhicules automobiles et d'autres biens industriels. Toutes ces activités ont des retombées importantes dans le domaine civil, et, si une industrie de l'armement peut stimuler ces différents secteurs de l'économie, cela peut représenter un atout considérable. La preuve que de tels avantages existent est toutefois extrêmement difficile à apporter.

Aucun des producteurs de la troisième catégorie n'exporte des armes pour obtenir des avantages militaires et exercer éventuellement une influence politique sur ses clients. L'accroissement de la part qu'ils accaparent sur le marché peut s'expliquer par le fait que la plupart d'entre eux ne fabriquent pas d'armements haut de gamme, si ce n'est dans un ou deux domaines tout au plus, et qu'ils se limitent à des armes peu compliquées mais durables que des armées mal entraînées peuvent utiliser sans problème. Ajoutées au faible coût de ces

armes, ces caractéristiques rendent les produits de ces fournisseurs de plus en plus intéressants pour des armées du tiers-monde désireuses de ne pas se lancer dans des achats d'armes prestigieuses mais inutiles.

Les acheteurs

On peut regrouper en cinq catégories connexes les motifs qui poussent un État à acheter des armes. C'est, tout d'abord, pour des raisons de défense: protéger, par la dissuasion, les citoyens et leur mode de vie contre les menaces posées par des agresseurs potentiels extérieurs. Que ce soit là la justification officielle de presque tous les achats d'armes n'a pas de quoi surprendre. En deuxième lieu, un État peut se procurer des armes parce qu'il s'attend à livrer une guerre. La plupart des achats d'armements qui ont eu lieu au Moyen-Orient proprement dit ont été motivés par ce souci. Dans les deux cas susmentionnés, des achats d'armes par un pays peuvent déclencher des courses intensives aux armements dans la région en question. Il est difficile, voire impossible, pour des États voisins de distinguer les achats militaires de nature offensive de ceux qui ont un caractère défensif; quand des chefs d'État supposent que leurs adversaires sont capables du pire, on peut assister, en vertu du principe que toute action entraîne une réaction, à une accumulation d'armements qui oblige tous les États à accroître leurs budgets de défense, ce qui ne renforce pas leur sécurité pour autant.

Les achats d'armes seraient motivés en troisième lieu par le désir de protéger le gouvernement contre diverses menaces *intérieures*: minorités fomentant des troubles pour obtenir leur indépendance, mouvements politiques de droite ou de gauche, ou populations mécontentes de l'autocratie ou des mesures de répression exercées par leurs dirigeants. Les Tamouls au Sri Lanka, les guérilleros du «Sentier lumineux» au Pérou, et l'Iran sous le règne du Shah sont des exemples de ces différents cas. Les clients ainsi motivés sont particulièrement embarrassants, car peu de fournisseurs tiennent à se trouver publiquement associés à des mesures de répression. Le quatrième motif est le prestige: un État ou un dirigeant soucieux de jouer un rôle plus important sur la scène mondiale estime que la puissance militaire est le moyen le plus rapide d'augmenter son pouvoir. La tentative menée par le Shah pour transformer l'Iran en une superpuissance régionale, à l'égal de la Grande-Bretagne ou de la France, est dans la droite ligne de cette logique.

Enfin, un État peut essayer d'utiliser ses forces armées pour «moderniser» sa société. Ainsi, dans de nombreux pays africains, par exemple, l'armée a été considérée (au moins en théorie) comme la seule institution capable de réaliser l'intégration d'individus issus de milieux ethniques, religieux, raciaux ou économiques différents et de rassembler les énergies pour développer le sentiment patriotique. Elle permet en outre de donner des compétences techniques. Il est facile alors de passer à l'étape suivante: si l'armée doit être une «entreprise de modernisation», il lui faut des armes modernes. Dans la pratique, malheureusement, les armées des nouveaux États indépendants ont rarement joué ce rôle social, et leur intervention dans la politique n'a pas toujours eu des conséquences heureuses. Dans bien des cas, les civils au pouvoir ont dû se concilier les militaires en leur achetant des armes pour les empêcher de s'immiscer dans les affaires politiques.